

AGRONOMES VENUS DE LOIN...

par Geneviève Chagnon¹

Fondé en juillet 2000, le Carrefour BLE est un organisme à but non lucratif qui a pour mission l'insertion en emploi de professionnels d'origine immigrante dans les secteurs de l'agroalimentaire et de l'environnement. Ses activités favorisent une approche globale d'intégration et s'inscrivent dans une perspective de développement durable. Il est aussi le seul organisme d'insertion en emploi qui se soit ainsi spécialisé.

C'est dans le cadre d'une formation au Carrefour BLE, le programme *Agrippez-vous!*, que les nouveaux arrivants diplômés en agronomie s'initient aux caractéristiques du domaine agroalimentaire québécois. Ils découvrent les secteurs de production (bovin, porcin, avicole, laitier, maraîcher, etc.) et revoient les normes de l'agriculture durable. C'est aussi une occasion de rencontres avec la plupart des intervenants du milieu², de découvertes des entreprises dans différentes régions³ et de débats sur les enjeux qui traversent actuellement le secteur agroalimentaire. Ils s'initient enfin à la société québécoise, son histoire, ses valeurs, sa culture, tout autant qu'aux différentes caractéristiques du marché

du travail. Après le volet théorique de la formation, qui dure 3 mois, ils intégreront le marché du travail avec un stage de 2 mois en entreprise.

Depuis le printemps 2001, trois groupes de quinze candidats furent formés au programme *Agrippez-vous!*, dont sont issus les 38 finissants actuels. Au cours de l'année 2002/03 une trentaine d'autres personnes bénéficient de la formation. Les candidats qui fréquentent l'organisme sont généralement des nouveaux arrivants (au Québec depuis moins de 3 ans), professionnels de l'agroalimentaire, hautement scolarisés⁴, d'origine maghrébine à 80 %, de sexe masculin à 75 %, ayant généralement entre 25 et 45 ans. Ils sont prestataires de l'assurance emploi ou, très majoritairement, de l'aide sociale. S'ils sont admis à la formation, ils reçoivent une majoration de leur prestation.

Des résultats significatifs

Depuis que nous dispensons la formation *Agrippez-vous!* la majorité de nos candidats a goûté à la vie en région. Sur les 38 candidats qui ont complété la formation, 25 ont fait un stage en région. Parmi eux, 20 personnes se sont trouvées un emploi, dont 14 en région. Évidemment, il ne s'agit pas toujours d'emploi permanent; le marché du travail est le même pour tous, qu'on soit d'origine immigrante ou non.

Tout de même, 30 % des effectifs

bénéficient d'un emploi permanent en région, dans le secteur de l'agroalimentaire. Et quand on parle de régions, on ne pense ni à Longueuil ni à Boucherville ! Ces candidats sont établis et travaillent à St-Hyacinthe, Sherbrooke, Sherrington, Ste-Martine, Varennes, Ormstown, Rivière-du-Loup, Québec, Lac St-Jean ou La Malbaie.

Il s'agit là de résultats significatifs puisque l'organisme n'existe que depuis deux ans et demi, que la démarche de régionalisation dans son ensemble est complexe et qu'il s'agit, pour les candidats, d'une migration secondaire. En effet, quand ils s'inscrivent à la formation, ce sont des nouveaux arrivants... montréalais ! Et entre ce point de départ, qui est aussi un déracinement, et l'obtention d'un poste en région à la hauteur de leurs diplômes et de leurs aspirations, il y a plusieurs étapes à franchir.

D'autant que le secteur agricole québécois est majoritairement composé de fermes et d'entreprises *familiales*, généralement francophones et peu habituées à côtoyer les immigrants. Sauf bien sûr dans le cas des grosses entreprises aux abords de Montréal qui embauchent à chaque année des cueilleurs et contremaîtres d'origine latino-américaine qui retournent chez eux une fois la saison terminée. Mais les candidats qui fréquentent le Carrefour BLE ne cherchent pas ce type de postes; ils sont au Québec pour rester... et pour s'intégrer, ce qui est bien différent. D'autre part, les institutions du milieu agroali-

1. Geneviève Chagnon est fondatrice et directrice de l'organisme Carrefour BLE.

2. UPA, la Coop fédérée, l'Ordre des agronomes du Québec, la Financière agricole, Différents clubs d'encadrement technique, différents syndicats de production, Equiterre, l'Union paysanne, etc.

3. L'Estrie, la Mauricie, la Montérégie, la région de Québec, celle de Laurentides/Lanaudière sont au programme.

4. Détenteurs le plus souvent de maîtrise ou de doctorat en agronomie.

mentaire - qu'on pense seulement à l'UPA, à la coopérative fédérée, ou à la financière agricole - sont associées, au même titre que le mouvement Desjardins, au pouvoir économique Québécois, blanc et francophone.

Du côté du Carrefour BLE

Le Carrefour BLE travaille nécessairement et naturellement dans le sens de la régionalisation étant donnée la profession de sa clientèle. Les candidats admettent rapidement qu'ils ont plus de chances de s'épanouir professionnellement s'ils acceptent de sortir de Montréal. Il s'agit d'ailleurs d'une exigence exprimée clairement au moment de la sélection. Les personnes qui résistent à la régionalisation ne seront pas admis au programme.

Par ailleurs, plusieurs éléments ont été mis en place afin de maximiser les chances de succès. Le programme *Agrippez-vous!* vise aussi, et surtout, à permettre aux candidats de se qualifier à l'examen de l'ordre des agronomes, condition sine qua non à la pleine possession de leur moyen professionnel. Chaque année, lors de l'élaboration du programme, l'évolution du secteur tout autant que les changements au niveau des exigences de l'ordre sont suivis de près. Le corpus évolue donc constamment.

Ainsi, l'an dernier, nous avons

développé le cours « les défis de l'agroalimentaire »⁵ afin de permettre aux candidats de réfléchir à toutes les importantes questions qui traversent actuellement le secteur (aliments génétiquement modifiés, impacts sociaux et environnementaux de l'industrie agroalimentaire, perte de confiance des consommateurs, mondialisation, etc). Nous sommes aussi associés à l'Institut des Technologies Agroalimentaires de Saint-Hyacinthe (ITA) de St-Hyacinthe pour donner le cours HACCP⁶ destinés aux étudiants en transformation des aliments. Nous tentons donc de demeurer à la fine pointe tout en exposant aussi nos étudiants à un discours critique et écologique.

Du côté des candidats

La sélection des candidats est une étape importante. C'est en effet à ce moment-là que nous mesurons la motivation du candidat et celle de sa famille, le cas échéant. Ils en auront besoin car ils devront eux aussi faire beaucoup d'efforts : il leur faudra de la persévérance et de l'assiduité durant 5 mois, des équivalences d'étude à obtenir, des compétences de base à acquérir, la mise à niveau de leur dossier professionnel, l'examen de l'ordre à passer, des régions à découvrir, plusieurs peurs à apaiser, l'hiver à apprivoiser, quantité de mythes à déconstruire, de nombreuses portes à forcer, des organismes et intervenants à mobiliser, quelques déceptions à essuyer, des faux départs, des recommencements, souvent de longs mois de chômage etc. L'approche porte donc beaucoup sur la responsabilisation du candidat quant à sa démarche d'intégration.

La formation théorique leur per-

met d'identifier différentes entreprises où ils souhaiteraient faire un stage ou même postuler directement un emploi, s'ils sont déjà accrédités par leur ordre professionnel par exemple. En fait ils sont parties prenantes de toutes les étapes. Nous ne pousserons pas la candidature d'un étudiant qui n'est pas déjà actif et autonome dans ses démarches. En ce sens le succès d'un candidat est véritablement le fruit d'un travail d'équipe.

La responsabilité des entreprises

Évidemment, ceux qui n'ont pas été embauchés dans l'entreprise où ils ont fait leur stage, à la fin de celui-ci, sont parfois un peu amers. Ils soulignent avec raison que l'employeur est d'autant plus ouvert et amical face à un stagiaire qualifié qu'il ne lui coûte rien⁷ et qui est bénéfique à plusieurs égards. Ainsi, des entreprises profiteront de la présence d'un travailleur d'autre origine pour développer de nouveaux marchés à l'étranger.

Il faudrait donc questionner l'absence de l'entreprise privée pour accueillir et préparer ces nouvelles expertises. D'une part, le Carrefour BLE est subventionné pour habiliter, au plan social et professionnel, des candidats très qualifiés pour intégrer le marché du travail québécois. Par ailleurs, l'entreprise peut recevoir une subvention salariale gouvernementale pour inciter à l'embauche d'un des candidats. L'entreprise privée bénéficie donc doublement, au plan financier et au plan d'un personnel qualifié. Elle devrait alors investir davantage dans ce défi de société.

5. Développé par Laure Waridel.

6. Programme de salubrité à l'usine et à la ferme (HACCP).

7. Officiellement, durant le stage, le candidat ne reçoit qu'une bonification de sa prestation. Certains employeurs cependant offrent un salaire même durant le stage, d'autres non.

L'établissement en région

Le Carrefour BLE est favorisé à plus d'un titre et, par le fait même, les candidats qui ont recours à nos services. Comme agronomes, ils devront principalement s'établir en région si bien que nous n'aurons pas à leur vendre le Québec régional autant que doivent le faire d'autres organismes axés sur la régionalisation mais fréquentés par une clientèle au profil professionnel moins « rural ».

L'obtention par les candidats d'un bon emploi dans leur domaine est primordiale et détermine presque à elle seule l'appréciation qu'ils ont de leur établissement en région. Évidemment, le Carrefour BLE est un jeune organisme, ce qui explique de notre part peu de recul face à ce que nous faisons. Les finissants du programme *Agrippez-vous!* aujourd'hui établis en région y seront-ils toujours dans cinq ou dix ans ? Impossible à prévoir. Mais dans l'ensemble, les candidats consultés sont heureux de l'accueil et de l'aide qu'ils ont reçus en région. Ils ont souvent tissé des liens d'amitié avec leurs collègues de travail, qui ont été apparemment réceptifs à leurs con-

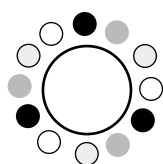
naissances, et ce bien qu'ils soient presque toujours les seules personnes d'origine immigrante dans leur milieu de travail respectif.

Par ailleurs le secteur de l'agroalimentaire est en pleine expansion, les spécialités les plus en demande étant : agroenvironnement, agroéconomie, spécialistes du contrôle de qualité et agronomes-conseil⁸. L'ouverture de ce secteur d'emploi est lié à la baisse de l'intérêt chez les jeunes de la société d'accueil pour les professions de l'agroalimentaire.

« La popularité des aliments biologiques, l'intérêt grandissant pour l'environnement, la multiplication des aliments issus du terroir sont autant de tendances qui seraient supposées favoriser l'industrie agroalimentaire ou, à tout le moins, susciter un intérêt chez les jeunes pour ce secteur. En réalité, c'est l'inverse qui se produit. Les statistiques sont accablantes. L'année dernière seulement, le nombre de demandes d'admission a chuté de près de 9 % à l'Institut des technologies agroalimentaires de Saint-Hyacinthe (ITA). Au seul programme de transformation alimentaire, le nombre d'inscriptions a dégringolé de 50 %. »⁹

Il y a donc un parallèle important à faire, et une réflexion à amorcer, entre la baisse d'intérêt des jeunes pour les métiers de l'agroalimentaire, l'exode rural des jeunes et le fait que le gouvernement nous incite à favoriser l'implantation des immigrants en région. Serions-nous en train de faire l'économie d'une réflexion concernant ce désintérêt envers notre propre territoire en tentant de combler le déficit grâce à l'immigration ? Pourquoi ne pas tenter d'élargir cet effort à l'ensemble de la population. Pourquoi ne pas favoriser, par l'obtention de bourses spéciales, les jeunes montréalais qui souhaiteraient aller compléter leurs études en région ? Et pourquoi ne pas valoriser les métiers liés à l'agroalimentaire ?

Étonnamment, cette question n'est jamais soulevée dans les officines gouvernementales et dans les autres lieux où l'on discute de la régionalisation de l'immigration. Pourtant, en implantant les candidats en région, il me semble toujours que nous agissons a contrario de la tendance actuelle qui, en matière de développement, favorise l'urbanisation bien plus que la régionalisation. □



Vivre ensemble

BULLETIN DE LIAISON EN PASTORALE INTERCULTURELLE
CENTRE JUSTICE ET FOI SECTEUR VIVRE ENSEMBLE

Faites votre chèque à l'ordre de:
Centre justice et foi
Secteur Vivre ensemble
25, rue Jarry ouest, Montréal
H2P 1S6

Tél: (514) 387-2541

ABONNEMENT POUR UN AN: 10,00 \$

Nom:.....

Adresse:.....

.....

Téléphone: (.....).....

Premier abonnement ☐

Réabonnement ☐